Séance publique du 18 mai 2001

Délibération n° 2001-0023

commission principale :

objet : **Représentation de la communauté urbaine de Lyon aux assemblées des sociétés d'économie mixte locales (SEML)**

service : Délégation générale aux affaires générales - Mission d'audit - Contrôle des gestions externes

La communauté urbaine de Lyon est actionnaire de plusieurs sociétés d'économie mixte locales (SEML) : la SERL, la société Lyon Parc Auto (LPA), la SEM Cité internationale, la SEM Lyon-Confluence, la SAIEM de Vaulx en Velin, et la SOGELY pour lesquelles ses représentants au sein des conseils d'administration ont été désignés par rapports séparés.

Il convient de définir également les modalités de la participation de la Communauté urbaine aux assemblées générales desdites SEML.

Différents textes régissent les relations réglementaires entre les sociétés d'économie mixte et les collectivités territoriales.

Le code général des collectivités territoriales dispose que la société d'économie mixte revêt la forme d'une société anonyme régie par la loi du 24 juillet 1966 (article L 1522-1) et que toute collectivité territoriale a droit au moins à un représentant au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, désigné en son sein par l'assemblée délibérante (article L 1524-5).

Conformément au décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales, les statuts des sociétés d'économie mixte prévoient, notamment, que chaque actionnaire doit être représenté aux assemblées générales par un seul délégué ayant reçu pouvoir à cet effet et désigné dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur ainsi que par les statuts sociaux en tant que de besoin ; ce délégué disposant d'un droit de vote représentatif des parts sociales qu'il détient dans le capital de la société. Cette disposition reprend celle qui s'applique aux sociétés anonymes.

L'articulation de ces différents textes conduit à prévoir des modalités de participation et de représentation aux assemblées générales qui répondent au souci de simplification des procédures de désignation en n'exigeant pas des délibérations successives dans le cas d'une indisponibilité du représentant désigné nominativement par l'assemblée délibérante. Aussi paraît-il opportun de désigner un représentant permanent de la Communauté urbaine au sein des assemblées générales desdites SEML ; le représentant de la collectivité pouvant donner procuration à un mandataire dans le respect de l'article 132 du décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales qui précise que le mandataire doit exécuter lui-même sa mission, toute subdélégation étant interdite.

Il est proposé de désigner le président du conseil de la Communauté urbaine comme représentant permanent aux assemblées générales desdites sociétés d'économie mixte, dans lesquelles la collectivité détient une part du capital social et de l'autoriser à désigner éventuellement, au cas par cas, un mandataire à ces assemblées ;

Vu ledit dossier ;

Vu les articles L 1522-1 et L 1524-5 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 66-537 en date du 24 juillet 1966 ;

Vu le décret n° 67-236 en date du 23 mars 1967 et, notamment, l'article 132 ;

Vu les dispositions statutaires des sociétés d'économie mixte : la SERL, la société Lyon Parc Auto, la SEM Cité internationale, la SEM Lyon-Confluence, la SAIEM de Vaulx en Velin et la SOGELY ;

DELIBERE

***Désigne** monsieur le président du conseil de la Communauté urbaine comme représentant permanent aux assemblées générales desdites sociétés d'économie mixte, dans lesquelles la collectivité détient une part du capital social et l'autorise à désigner éventuellement, au cas par cas, un mandataire à ces assemblées.*

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,